

Revoir la place de l'élevage pour des assiettes plus vertes



Photo: Genevieve Normand
Agence France-Presse

«L'élevage à grande échelle cause des problèmes de santé publique, de changements climatiques, de pollution de l'eau et de bien-être animal», observe l'auteur.

Pascal Genest-Richard

L'auteur est agronome et
candidat au doctorat en

agroécologie.

- Journal Le Devoir 27 novembre 2024

J'aimerais joindre ma voix à celles de l'organisme Transition AlimenTerre Québec, de Laure Waridel, de Pierre-Olivier Pineau et des autres coauteurs du texte « Un coup de pouce politique s'impose pour des assiettes plus vertes », [paru dans Le Devoir du 18 novembre dernier](#), qui invitent le ministre de l'Environnement du Québec à favoriser des tendances alimentaires plus durables. J'ajouterais toutefois le ministre de l'Agriculture à la liste des destinataires.

Actuellement, plus des deux tiers de l'apport en protéines des États-Uniens et des Canadiens sont de source animale. L'élevage à grande échelle cause des problèmes de santé publique (résistance aux antibiotiques, zoonoses), de [changements climatiques](#), de pollution de l'eau et de bien-être animal. L'élevage tel qu'on le pratique aujourd'hui prend, littéralement, tellement de place que la majorité des terres québécoises sont utilisées pour la culture de plantes destinées à nourrir des animaux.

Cela dit, l'élevage a encore un rôle à jouer dans un système alimentaire durable et garde une place dans des assiettes plus vertes. Les animaux monogastriques sont des recycleurs imbattables de sous-produits (de brasserie et de fromagerie, par exemple) et de déchets alimentaires. Les poules et les cochons de basse-cour jouaient traditionnellement ce rôle de recycleurs, mais notre appétit grandissant pour la viande et les subventions accordées aux différentes filières de l'élevage font en sorte que ces animaux, bien que souvent entassés dans des hangars en acier et ne voyant plus la lumière du jour, sont maintenant nourris avec des grains de grande qualité issus de nos meilleures terres.

Les animaux ruminants peuvent se nourrir de foin, indigeste pour nous, humains, mais qui constitue souvent un élément important dans une saine rotation des cultures. Les vaches, chèvres et autres herbivores peuvent paître sur des terres rocheuses, pentues ou inaptes à la production de nourriture destinée aux humains. Avant d'être une viande luxueuse qu'on

importe d'aussi loin que de la Nouvelle-Zélande, les moutons québécois des XIX^e et XX^e siècles étaient des animaux de fond de terre, leur élevage était une façon de valoriser les parcelles moins productives.

Or, nous avons graduellement changé l'alimentation de ces ruminants en faveur du grain, pour qu'ils grandissent plus vite et coûtent donc moins cher à produire. Cette pratique, paradoxalement, améliore le bilan carbone de la viande rouge parce que les animaux sont abattus plus jeunes et génèrent ainsi moins de méthane au cours de leur vie.

La place qu'on doit réserver à l'élevage dans le système alimentaire québécois est beaucoup plus petite que celle qu'elle occupe actuellement, et elle devra prendre une forme différente. Certains pays d'Europe ont commencé à diminuer la quantité d'animaux sur leur territoire. D'autres encouragent activement la consommation de légumineuses et rendent moins attrayante la consommation de viande au moyen de divers mécanismes.

Plus près de nous, certaines réformes du secteur agricole sont réalistes et nécessaires. Ces réformes auraient le potentiel de sortir une grande partie de la production alimentaire québécoise du bourbier économique, écologique et social creusé par certaines politiques du XX^e siècle, dans lequel elle continue de s'enliser.

Diminuer les incitatifs à la production de viande et à la culture de céréales destinées à l'alimentation animale serait un bon premier pas. Augmenter les incitatifs à la production et à la consommation de légumineuses en serait un autre. Favoriser encore davantage les circuits courts, en commençant par l'approvisionnement des écoles et des hôpitaux, un autre. Redonner au secteur public la place prise par l'industrie dans le soutien technique aux agriculteurs, un autre. Diminuer les incitatifs à la consolidation des entreprises agricoles, un autre encore.

Les idées ne manquent pas, mais le temps, lui, commence à se raréfier.